

Op de voordracht van de Minister van Lokale Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot bepaling van de activiteiten van industriële of commerciële aard waarvoor de gemeenteraad een autonoom gemeentebedrijf met rechtspersoonlijkheid kan oprichten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1999, wordt een bepaling onder 1.1° ingevoegd, luidende:

“1.1° het opwekken van elektriciteit en/of warmte uit hernieuwbare energieën;”

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Lokale Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 22 februari 2024.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201388]

25 JANVIER 2024. — Décret relatif aux centres de formation et d’insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l’Action sociale et de la Santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l’accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d’emploi et le Code judiciaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l’article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup>, et 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

#### CHAPITRE 2. — *Principes directeurs*

##### *Section 1<sup>e</sup> — Principes généraux*

**Art. 2.** Pour l’application du présent décret, sont considérées comme personnes en situation de handicap des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l’interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l’égalité avec les autres.

Le Gouvernement peut déterminer l’importance de la limitation des capacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles pour accéder aux prestations en faveur des personnes en situation de handicap prévues par ou en vertu du présent décret.

**Art. 3.** Les mesures d’adaptation visées par le présent décret sont arrêtées par le Gouvernement. Elles respectent les principes suivants :

- 1° répondre de manière souple et adaptée aux besoins individuels clairement identifiés et aux projets qui en découlent;
- 2° mettre l’accent sur l’implication de la personne en situation de handicap, de sa famille et de son entourage, privilégier les interventions qui respectent autant que possible le dynamisme du milieu naturel et donner la préférence au maintien de la personne en situation de handicap dans son milieu familial ou dans son entourage habituel;
- 3° être orientées vers des objectifs de qualité de vie des personnes en situation de handicap et être conformes aux règles de la déontologie;
- 4° faire l’objet d’une évaluation qualitative à laquelle participent les personnes en situation de handicap, leur famille et les services;
- 5° respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des personnes en situation de handicap;
- 6° être organisées dans le cadre d’une coopération locale et multisectorielle qui respecte les compétences spécifiques de chaque service;
- 7° prévoir un encadrement et une infrastructure dont l’importance et la qualification répondent de façon adéquate aux besoins des personnes en situation de handicap;
- 8° assurer une formation adaptée aux intervenants et prévoir des mécanismes garantissant leur participation à l’élaboration des orientations pédagogiques des services;
- 9° favoriser de façon prioritaire l’accès des personnes en situation de handicap aux services généraux destinés à l’ensemble de la population et répondant à leurs besoins particuliers.

*Section 2. — Mesures d'adaptation*

**Art. 4.** Le Gouvernement arrête des mesures d'adaptation visant à assurer aux personnes en situation de handicap le bénéfice de prestations offrant une réadaptation ou une formation professionnelles appropriées et une intégration professionnelle adéquate.

*CHAPITRE 3. — Bénéficiaires*

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Peuvent bénéficier du régime prévu par le présent décret les personnes en situation de handicap qui n'ont pas atteint l'âge légal de la pension au moment où elles introduisent leur première demande d'intervention.

Les bénéficiaires satisfont aux conditions suivantes :

- 1° être domiciliés sur le territoire de la région de langue française; 2° remplir au moins une des conditions suivantes :
  - a) être de nationalité belge;
  - b) être de statut apatride ou réfugié reconnu;
  - c) être inscrit comme étranger au registre de la population;
  - d) être en recherche d'emploi ou conjoint, partenaire dans le cadre d'un mariage ou d'un partenariat enregistré, cohabitant légal, enfants à charge de chercheur d'emploi d'un État membre de l'Union européenne ou de la personne y assimilée en vertu du droit international.

Les personnes qui ne répondent pas aux conditions figurant à l'alinéa 2, 2°, peuvent bénéficier des prestations pour autant qu'elles justifient d'une période de résidence régulière et ininterrompue de cinq ans en Belgique précédant leur demande d'intervention.

La période de résidence régulière et ininterrompue n'est pas exigée pour le conjoint, partenaire dans le cadre d'un mariage ou d'un partenariat enregistré, cohabitant légal, ou les enfants à charge d'une personne qui justifie de la durée de résidence requise à l'alinéa 3.

§ 2. Le Gouvernement peut étendre l'application du présent décret, dans les conditions fixées par lui, à des personnes en situation de handicap autres que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. A la demande et sur financement de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés peuvent intervenir dans des trajets de retour au travail au sens de l'article 100, § 1<sup>er</sup>/1, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Le Gouvernement détermine les modalités d'intervention des centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés dans ce cadre.

§ 4. Les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés peuvent conclure avec l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi des conventions de collaboration ou de coopération visées à l'article 18 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. En vue des interventions financières, dans les limites et suivant les conditions et modalités fixées par le Gouvernement, il est tenu compte de la demande de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal, des particularités des besoins et de la situation des personnes en situation de handicap :

- 1° de la nature de l'aide requise;
- 2° du degré de nécessité des prestations sollicitées et des indications résultant du projet d'intervention personnalisé éventuellement établi;
- 3° des autres interventions légales et réglementaires dont peut bénéficier la personne en situation de handicap.

Les interventions financières à l'attention du bénéficiaire visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> consistent en le paiement d'indemnités horaires, le remboursement de frais de déplacement, de frais de séjour et de frais de garderie et de crèche.

§ 2. L'intervention peut être refusée ou réduite soit si la personne en situation de handicap bénéficie, sur base du même handicap et des mêmes besoins que ceux visés dans le présent décret, d'une prestation sociale en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit si elle s'abstient de faire valoir ses droits à une telle prestation alors qu'elle peut y prétendre.

**Art. 7.** Le Gouvernement fonde sa décision relative à la prise en charge sur la demande de la personne en situation de handicap ou de son représentant légal, qui contient les documents nécessaires à la démonstration des conditions visées à l'article 5 ou adoptées en exécution de celui-ci.

Dans un délai ne dépassant pas les soixante jours à compter de la réception par les services du Gouvernement de la demande complète, le Gouvernement prend une décision sur la demande d'intervention.

Toute décision est notifiée au demandeur ou à son représentant légal.

Le cas échéant, elle mentionne la nature, le nombre et la durée des prestations pour lesquelles le Gouvernement accorde son intervention.

Elle est notifiée, dans les quinze jours suivant la décision, à la personne en situation de handicap ou à son représentant légal et, le cas échéant, au service qui assure l'intégration de la personne en situation de handicap.

Le Gouvernement peut revoir, sans effet rétroactif, une décision prise en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, si une modification, sur le plan médical, intervient dans l'état de la personne en situation de handicap.

Le Gouvernement règle la procédure de révision.

CHAPITRE 4. — *Agrément et subventionnement des centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les règles de programmation, d'agrément, de contrôle, d'organisation, d'approbation et de subventionnement des structures visés à l'alinéa 2. Il arrête des normes générales auxquelles satisfait toute convention conclue avec eux.

Le Gouvernement peut agréer ou subventionner les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés aux personnes en situation de handicap.

L'agrément peut être accompagné d'un mandat chargeant le centre visé à l'alinéa 2 de la gestion d'un service d'intérêt économique général.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités du mandat visé à l'alinéa 3.

Les subventions visées à l'alinéa 2 sont :

- 1° un subside annuel de fonctionnement pour chaque centre visé à l'article 9 correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément multiplié par un taux fixé par le Gouvernement;
- 2° des subsides non-marchand;
- 3° un subside annuel à l'infrastructure pour chaque centre visé à l'article 9 correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément multiplié par un taux fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement approuve les programmes d'investissements et d'ouverture de nouveaux centres susceptibles d'être agréés ou subventionnés.

L'application des dispositions de cet article ne peut pas aboutir à des interventions dépassant les maxima fixés pour les investissements.

Le Gouvernement détermine les normes d'infrastructures et les normes de fonctionnement auxquelles répondent les centres visés à l'alinéa 2.

§ 2. Sans préjudice des subventions octroyées en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, dans les limites des crédits budgétaires, selon les critères et les modalités qu'il détermine, le Gouvernement peut octroyer aux centres agréés qu'il désigne, des subventions destinées à couvrir des mesures négociées dans le cadre d'accords conclus entre le Gouvernement et les partenaires sociaux concernés. Quand ces mesures visent les travailleurs, elles prennent en compte les travailleurs, subsidiés ou non, affectés aux missions réalisées dans le cadre de ces agréments. Ces subventions suivent l'évolution des emplois et du nombre de centres agréés.

Dans le secteur privé, les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être octroyées uniquement aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° un accord-cadre tripartite est conclu entre le Gouvernement, les organisations syndicales représentatives et les organisations patronales représentatives et détermine au minimum :
  - a) les mesures et les modalités de financement de ces mesures;
  - b) pour chaque mesure, les centres agréés concernés;
  - c) le nombre d'équivalents temps plein ou de travailleurs concernés de manière à pouvoir déterminer le coût de la mesure par équivalent temps plein ou par travailleur;
- 2° l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est mis en oeuvre dans le respect des règles de concertation sociale prises par l'autorité compétente.

Dans le secteur public, les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être octroyées uniquement aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> détermine au minimum :
  - a) les mesures et les modalités de financement de ces mesures;
  - b) le nombre d'équivalents temps plein ou de travailleurs concernés de manière à pouvoir déterminer le coût de la mesure par équivalent temps plein ou par travailleur;
- 2° l'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est conclu dans le respect des règles relatives aux relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités prises par l'autorité compétente.

**Art. 9.** Tout centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté répond aux normes d'infrastructures et aux normes de fonctionnement arrêtées par le Gouvernement.

Ces normes portent sur :

- 1° l'infrastructure matérielle;
- 2° l'organisation et le fonctionnement;
- 3° le nombre et le niveau de qualification du personnel;
- 4° la gestion, la comptabilité et les rapports à établir par le service ou le centre;
- 5° la politique d'admission, d'accueil, le suivi des plaintes, y compris les relations financières avec les personnes en situation de handicap.

**Art. 10.** Tout agrément est subordonné à l'engagement du centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté de fournir aux services du Gouvernement tous les documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle et de se soumettre à son inspection.

**Art. 11.** A la demande des services du Gouvernement, tout centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté agréé participe à l'évaluation générale du fonctionnement des services destinés aux personnes en situation de handicap.

**Art. 12.** Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction et d'instruction des demandes d'agrément des centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés.

L'agrément ne peut pas être accordé si le centre ne répond pas aux critères de programmation fixés par le Gouvernement.

#### CHAPITRE 5. — *Surveillance*

**Art. 13.** Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément au décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés agréés qui font l'objet du contrôle visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être contrôlés selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement.

**Art. 14.** Le Gouvernement assure le respect de la législation, de la réglementation et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice du contrôle des centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés agréés ou subventionnés.

**Art. 15.** Toute entrave mise à l'exécution des missions des fonctionnaires et agents chargés du contrôle du présent décret et de ses mesures d'exécution par des personnes ou centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés bénéficiaires des dispositions du présent décret peut entraîner la suspension ou l'abrogation de l'agrément, du subventionnement ou des prestations individuelles par décision du Gouvernement.

La décision du Gouvernement est prise après l'audition de la personne ou du représentant du centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté ou après qu'ils aient été invités à présenter leur défense.

**Art. 16.** Sans préjudice de l'application des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 500 à 1 000 euros ou d'une de ces peines seulement, les personnes qui auront contrevenu aux dispositions du présent décret et de ses mesures d'exécution.

**Art. 17.** Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 2 000 euros ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans un centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté :
  - a) opère la confusion de patrimoine;
  - b) administre les fonds ou les biens des personnes en situation de handicap;
- 2° celui qui impose comme condition préalable à l'accompagnement dans ou par un centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté, le paiement d'une caution ou une obligation financière quelconque autre que celle fixée par le Gouvernement.

#### CHAPITRE 6. — *Contentieux*

**Art. 18.** Les contestations relatives aux décisions prises par le Gouvernement et concernant l'enregistrement ou l'octroi des prestations aux personnes en situation de handicap sont de la compétence du tribunal du travail.

Les actes juridiques administratifs contestés sont soumis, sous peine de déchéance, au tribunal du travail compétent dans le mois de leur notification.

L'action introduite devant le tribunal du travail est suspensive.

#### CHAPITRE 7. — *Traitement des données à caractère personnel*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement que ce dernier identifie sont responsables du traitement des données à caractère personnel nécessaires pour la mise en oeuvre, en ce qui les concerne, du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les centres visés à l'article 9 sont responsables du traitement pour les traitements des données à caractère personnel nécessaires pour la mise en oeuvre, en ce qui les concerne, des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées pour la mise en oeuvre, par chaque responsable du traitement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

- 1° les données d'identification personnelles de la personne en situation de handicap, dont le numéro d'identification du Registre national visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, ainsi que les données visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, 5° et 9°/1, de la même loi, pour l'application des articles 5 à 7, alinéas 1<sup>er</sup>, 3 et 5, du présent décret;
- 2° les données relatives au parcours formatif de la personne en situation de handicap, pour l'application des articles 3, 6 et 9, alinéa 2, 4°, du présent décret;

- 3° les données relatives à la santé de la personne en situation de handicap, à savoir le type de handicap, les difficultés rencontrées liées ou non au handicap, le taux de handicap, pour l'application des articles 2 et 6 du présent décret;
- 4° les données relatives aux allocations, aux indemnités, à la pension, aux rentes ou aux revenus de la personne en situation de handicap, pour l'application des articles 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et 2, du présent décret;
- 5° les données de la personne en situation de handicap visées :
  - a) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, a), du présent décret;
  - b) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 14<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, b) et c), du présent décret;
  - c) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, d), du présent décret;
  - d) à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, 13<sup>o</sup> et 15<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du présent décret;
- 6° les données du chercheur d'emploi d'un État membre de l'Union européenne ou la personne y assimilée en vertu du droit international visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, d), du présent décret;
- 7° les données de la personne qui justifie de la durée de résidence requise visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup>, de la loi du 8 août 1983, pour l'application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, du présent décret;
- 8° les données visées à l'article 3, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, relatives aux membres du personnel des centres visés à l'article 9, pour l'application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du présent décret.

Le Gouvernement détermine les données à caractère personnel, autres que celles prévues par la loi du 8 août 1983, relevant des catégories précisées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 3. Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques, le responsable du traitement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> peut conserver les données à caractère personnel relatives :

- 1° à un agrément uniquement durant une période maximale de dix ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'octroi ou de la poursuite de l'agrément;
- 2° à une subvention uniquement durant une période maximale de dix ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention.

La durée de conservation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à la pleine et complète exécution d'une décision non susceptible de recours.

Le responsable du traitement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> conserve les données à caractère personnel utilisées dans le cadre d'un rapport d'évaluation de l'exécution du présent décret durant une période d'un an à partir de la production de ce rapport.

Par dérogation à l'article 17, § 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, en vue de garantir le bon emploi des finances publiques, les membres du personnel des centres visés à l'article 9 et les bénéficiaires ne bénéficient pas du droit à l'effacement en ce qui concerne les catégories de données à caractère personnel visées au paragraphe 2 :

- 1° pendant la durée de conservation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et suspendue en application de l'alinéa 2;
- 2° pendant la durée de conservation visée à l'alinéa 3.

#### CHAPITRE 8. — *Dispositions modificatives*

**Art. 20.** Dans l'article 283, alinéa 2, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le 4<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 21.** Dans le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

" 8<sup>o</sup> les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés visés dans le décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé et le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et les solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire. "

**Art. 22.** Dans l'article 582 du Code judiciaire, le 2<sup>o</sup> est complété par les mots ", ainsi que des contestations visées à l'article 18 du décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire. "

#### CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

**Art. 23.** Le Gouvernement de la Région wallonne reprend l'exercice des missions à charge de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, créée par le décret du 3 décembre 2015 relatif à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles relatives à l'agrément, l'audit, l'inspection et le financement des centres d'insertion et de formation socioprofessionnelle adaptés.

**Art. 24.** En vue l'exercice des compétences visées dans le présent décret, des membres de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sont transférés à la Région, au sein du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche.

En cas d'insuffisance de candidatures, l'appel pourra être étendu aux membres du personnel de l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Le Gouvernement détermine la date et les modalités de transfert des membres du personnel visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Les membres du personnel transférés conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3 le sont dans leur grade et en leur qualité. Ils conservent la rétribution et l'ancienneté obtenues au sein du service d'origine.

**Art. 25.** Les demandes de prise en charge de bénéficiaires, de remboursement des interventions financières, d'agrément ou de subventionnement introduites auprès de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont traitées par l'Agence selon les règles applicables au jour de leur introduction.

**Art. 26.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 janvier 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1551 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 4

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 janvier 2024

Discussion.

Vote.

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/201388]

**25 JANUARI 2024. — Decreet betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Richtlijnen*

*Afdeling 1.* — *Algemene beginselen*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet, worden beschouwd als personen met een handicap, de personen met langdurige fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke beperkingen die door interactie met verschillende barrières hun volledige en effectieve deelname aan de samenleving op voet van gelijkheid met anderen kunnen belemmeren;

De Regering kan de mate van beperking van fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke vermogens bepalen voor toegang tot de voordelen voor mensen met een handicap voorzien door of krachtens dit decreet.

**Art. 3.** De in dit decreet bedoelde aanpassingsmaatregelen worden vastgesteld door de Regering. Ze respecteren de volgende principes:

1° flexibel en gepast reageren op duidelijk geïdentificeerde individuele behoeften en de daaruit voortvloeiende projecten;

- 2° de nadruk leggen op de betrokkenheid van de persoon met een handicap, zijn familie en vrienden, de voorkeur geven aan interventies die zoveel mogelijk de dynamiek van de natuurlijke omgeving respecteren, en de voorkeur geven aan het behoud van de persoon met een handicap in zijn familiale omgeving of gebruikelijke omgeving;
- 3° gericht zijn op doelstellingen van levenskwaliteit voor personen met een handicap en voldoen aan de regels van de beroepsethiek;
- 4° onderworpen zijn aan een kwalitatieve evaluatie waarbij personen met een handicap, hun familie en de diensten worden betrokken;
- 5° de ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen van personen met een handicap respecteren;
- 6° worden georganiseerd binnen een kader van lokale en multisectorale samenwerking met respect voor de specifieke bevoegdheden van elke dienst;
- 7° voorzien in personeel en infrastructuur die qua omvang en kwalificaties adequaat beantwoorden aan de behoeften van personen met een handicap;
- 8° een gepaste opleiding voorzien voor de betrokkenen en mechanismen opzetten om hun deelname aan de ontwikkeling van educatieve richtlijnen voor de diensten te verzekeren;
- 9° de toegang van personen met een handicap tot algemene diensten die voor de hele bevolking bestemd zijn en aan hun specifieke behoeften beantwoorden, prioritair bevorderen.

#### *Afdeling 2. — Aanpassingsmaatregelen*

**Art. 4.** De Regering neemt aanpassingsmaatregelen om ervoor te zorgen dat personen met een handicap gebruik kunnen maken van diensten die passende beroepsrevalidatie of -opleiding en passende beroepsintegratie bieden.

#### *HOOFDSTUK 3. — Begunstigden*

**Art. 5.** § 1. De regeling waarin dit decreet voorziet, staat open voor personen met een handicap die de wettelijke pensioenleeftijd nog niet hebben bereikt op het moment dat zij hun eerste aanvraag indienen.

De begunstigden voldoen aan de volgende voorwaarden:

- 1° woonachtig zijn in het Franse taalgebied; 2° aan minstens één van de volgende voorwaarden voldoen:
  - a) de Belgische nationaliteit hebben;
  - b) staatloze of erkend vluchteling zijn;
  - c) als buitenlander ingeschreven staan in het bevolkingsregister;
  - d) een werkzoekende zijn of de echtgeno(o)t(e), partner in een huwelijk of geregistreerd partnerschap, wettelijk samenwonende partner of kinderen ten laste van een werkzoekende uit een lidstaat van de Europese Unie of een persoon die als zodanig wordt behandeld volgens internationaal recht.

Personen die niet voldoen aan de voorwaarden vermeld in lid 2, 2°, kunnen van prestaties genieten op voorwaarde dat ze kunnen bewijzen dat ze legaal in België verbleven hebben gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar voorafgaand aan hun aanvraag om tegemoetkoming.

De periode van regelmatig en ononderbroken verblijf is niet vereist voor de echtgeno(o)t(e), de partner in een huwelijk of geregistreerd partnerschap, de wettelijk samenwonende partner of de ten laste komende kinderen van een persoon die de in lid 3 vereiste periode van verblijf kan aantonen.

§ 2. De Regering kan de toepassing van dit decreet, onder de door haar bepaalde voorwaarden, uitbreiden tot andere personen met een handicap dan bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. Op aanvraag en met financiering van de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling, opgericht bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), kunnen de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling tussenkomen in trajecten van terugkeer naar werk in de zin van artikel 100, § 1/1, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de tussenkomst van de centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling binnen dit kader.

§ 4. De aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling kunnen medewerkings- of samenwerkingsovereenkomsten sluiten met de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" bedoeld in artikel 18 van het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

**Art. 6.** § 1. Met het oog op financiële tegemoetkomingen, binnen de grenzen en overeenkomstig de voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld, wordt rekening gehouden met het verzoek van de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger en met de specifieke behoeften en omstandigheden van personen met een handicap:

- 1° de aard van de gevraagde bijstand;
- 2° de graad van behoefte aan de gevraagde diensten en de indicaties die voortvloeien uit een eventueel opgesteld geïndividualiseerd tegemoetkomingsproject;
- 3° andere wettelijke en reglementaire tegemoetkomingen waarvan de persoon met een handicap kan genieten.

De financiële tegemoetkomingen voor de in lid 1 bedoelde begunstigde bestaat uit de betaling van vergoedingen per uur, de vergoeding van reiskosten, verblijfkosten en kosten voor kinderopvang en kinderdagverblijf.

§ 2. Bijstand kan worden geweigerd of verminderd als de persoon met een handicap op basis van dezelfde handicap en dezelfde behoeften als die waarnaar in dit decreet wordt verwezen, recht heeft op een sociale prestatie op grond van andere wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen, of als hij of zij nalaat zijn of haar rechten op een dergelijke prestatie te doen gelden, hoewel hij of zij er wel recht op heeft.

**Art. 7.** De Regering zal haar beslissing baseren op het verzoek van de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger, dat de documenten bevat die nodig zijn om aan te tonen dat aan de in artikel 5 bedoelde voorwaarden is voldaan of dat de voorwaarden zijn aangenomen in uitvoering van dit artikel.

Binnen een termijn van maximaal zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag door de regeringsdiensten neemt de Regering een beslissing over de aanvraag om tegemoetkoming.

Alle beslissingen worden meegedeeld aan de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Indien van toepassing specificeren ze de aard, het aantal en de duur van de prestaties waarvoor de Regering haar tegemoetkoming toekent.

De beslissing wordt binnen vijftien dagen na de beslissing meegedeeld aan de persoon met een handicap of zijn wettelijke vertegenwoordiger en, indien van toepassing, aan de dienst die de inschakeling van de persoon met een handicap verzekert.

De Regering kan, zonder terugwerkende kracht, een beslissing genomen in toepassing van het eerste lid van dit artikel herzien, indien er een wijziging is opgetreden in de medische toestand van de persoon met een handicap.

De Regering regelt de herzieningsprocedure.

**HOOFDSTUK 4. — *Erkenning en subsidiëring van de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling***

**Art. 8. § 1.** De Regering stelt de regels vast voor de programmering, de erkenning, de controle, de organisatie, de goedkeuring en de subsidiëring van de in lid 2 bedoelde structuren. Het legt algemene normen vast waaraan elke overeenkomst die met hen wordt gesloten, moet voldoen.

De overheid kan aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling voor personen met een handicap erkennen of subsidiëren.

De erkenning kan vergezeld gaan van een mandaat waarbij het in lid 2 bedoelde centrum met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang wordt belast.

De Regering kan de modaliteiten van het mandaat bedoeld in lid 3 bepalen.

De in het tweede lid bedoelde subsidies zijn:

- 1° een jaarlijkse werkingssubsidie voor elk centrum bedoeld in artikel 9 die overeenstemt met een maximum van het uurquotum dat aan het centrum is toegekend uit hoofde van zijn erkenning, vermenigvuldigd met een door de Regering vastgesteld tarief;
- 2° non-profit subsidies;
- 3° een jaarlijkse infrastructuursubsidie voor elk centrum bedoeld in artikel 9 die overeenstemt met een maximum van het uurquotum dat aan het centrum is toegekend uit hoofde van zijn erkenning, vermenigvuldigd met een door de Regering vastgesteld tarief;

De Regering keurt investeringsprogramma's en de opening van nieuwe centra goed die kunnen worden goedgekeurd of gesubsidieerd.

De toepassing van de bepalingen van dit artikel kan resulteren in tegemoetkomingen die de maximumbedragen vastgesteld voor de investeringen overschrijden.

De Regering bepaalt aan welke infrastructuur- en exploitatienormen de in lid 2 bedoelde centra moeten voldoen.

§ 2. Onverminderd de subsidies toegekend krachtens paragraaf 1, kan de Regering binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de criteria en modaliteiten die zij bepaalt, subsidies toekennen aan de erkende centra die zij aanwijst, om maatregelen te dekken die in het kader van akkoorden gesloten tussen de Regering en de betrokken sociale partners worden onderhandeld. Wanneer deze maatregelen betrekking hebben op werknemers, houden zij rekening met al dan niet gesubsidieerde werknemers die belast zijn met opdrachten in het kader van deze erkenningen. Deze subsidies volgen de evolutie van de tewerkstelling en het aantal erkende centra.

In de privé-sector kunnen de subsidies bedoeld in het eerste lid alleen maar worden toegekend tegen de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1° er moet een driedelige kaderovereenkomst worden gesloten tussen de Regering, de representatieve vakbondsorganisatie en de representatieve werknemersorganisaties die op zijn minst het volgende bepaalt:
  - a) de maatregelen en de modaliteiten voor de financiering van deze maatregelen;
  - b) voor elke maatregel, de betrokken erkende centra;
  - c) het aantal betrokken voltijds equivalenten of werknemers om de kostprijs van de maatregel per voltijds equivalent of per werknemer te kunnen bepalen;
- 2° het akkoord bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd met inachtneming van de regels inzake sociaal overleg genomen door de bevoegde overheid.

In de openbare sector kunnen deze subsidies bedoeld in het eerste lid alleen maar worden toegekend tegen de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1° het akkoord bedoeld in het eerste lid bepaalt minstens:
  - a) de maatregelen en de modaliteiten voor de financiering van deze maatregelen;
  - b) het aantal betrokken voltijds equivalenten of werknemers om de kostprijs van de maatregel per voltijds equivalent of per werknemer te kunnen bepalen;
- 2° het akkoord bedoeld in het eerste lid wordt gesloten met inachtneming van de regels betreffende de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, genomen door de bevoegde overheid.

**Art. 9.** Elk aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling voldoet aan de infrastructuur- en werkingsnormen die door de Regering zijn vastgelegd.

Deze normen hebben betrekking op :

- 1° materiële infrastructuur;
- 2° de organisatie en de werking;
- 3° het aantal en het kwalificatieniveau van het personeel;
- 4° het beheer, de boekhouding en de door de dienst of het centrum op te stellen verslagen;
- 5° het gevoerde beleid i.v.m. de toelating, het onthaal, het bijhouden van de klachten, met inbegrip van de financiële betrekkingen met de gehandicapte personen

**Art. 10.** Elke erkenning is ondergeschikt aan de verbintenis waarmee het aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling zich ertoe verplicht het Agentschap alle bewijsstukken te verschaffen die vereist zijn voor de uitoefening van de controle erop en zich aan zijn inspectie te onderwerpen.



**Art. 11.** Op verzoek van het Agentschap moet elk erkend aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling deelnemen aan de algemene evaluatie van de werking van de diensten die voor de gehandicapte personen bestemd zijn..

**Art. 12.** De Regering stelt de modaliteiten vast voor de indiening en het onderzoek van de aanvragen tot erkenning van het aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling

De erkenning mag niet verleend worden als het centrum niet voldoet aan de door de Regering bepaalde programmeringscriteria.

#### HOOFDSTUK 5. — *Toezicht*

**Art. 13.** De controle op de toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

De erkende aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling die het voorwerp uitmaken van de in het eerste lid bedoelde controle, kunnen volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering gecontroleerd worden.

**Art. 14.** De overheid ziet toe op de naleving van de wet, de regelgeving en het algemeen belang bij de controle op de erkende of gesubsidieerde aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling.

**Art. 15.** Elke belemmering van de uitvoering van de opdrachten van de ambtenaren en de personeelsleden die met de controle van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen belast zijn, door personen of aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling die voor de bepalingen van dit decreet in aanmerking komen, kan bij beslissing van de Regering aanleiding geven tot de opschorting of de intrekking van de erkenning, de subsidiëring of de individuele dienstverleningen.

De beslissing van de Regering wordt genomen nadat de persoon of de vertegenwoordiger van het aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling is gehoord of nadat ze zijn uitgenodigd om hun verdediging te voeren.

**Art. 16.** Onverminderd de toepassing van de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek zullen de personen die de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan overtreden, gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en een boete van 500 tot 1000 euro, of met slechts een van deze straffen.

**Art. 17.** Er wordt voorzien in acht dagen tot drie maanden gevangenisstraf en in een boete van 26 à 2 000 euro of in slechts één van die straffen voor:

- 1° degene die rechtstreeks of onrechtstreeks terwijl hij een activiteit of een mandaat in een aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling uitoefent :
  - a) de vermenging van het vermogen oplevert;
  - b) het kapitaal of de goederen van gehandicapte personen beheert;
- 2° degene die het storten van een borgtocht of om het even welke andere financiële verplichting dan die door de Regering is bepaald, oplegt als voorwaarde voor de begeleiding in of door een aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling

#### HOOFDSTUK 6. — *Geschillen*

**Art. 18.** Geschillen met betrekking tot beslissingen van de Regering over de registratie of toekenning van verstrekkingen aan personen met een handicap vallen onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank.

De betwiste administratieve rechtshandelingen moeten, op straffe van verval, binnen een maand na de kennisgeving ervan aan de bevoegde arbeidsrechtbank voorgelegd worden.

De vordering ingeleid voor de arbeidsrechtbank is opschortend.

#### HOOFDSTUK 7. — *Verwerking van persoonsgegevens*

**Art. 19.** § 1. De diensten van de Regering die deze laatste aanwijst, zijn verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de uitvoering, voor zover het hen betreft, van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten.

De in artikel 9 bedoelde centra zijn verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn voor de uitvoering, wat hen betreft, van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 2. De categorieën persoonsgegevens die kunnen worden verwerkt voor de uitvoering, door elke voor de verwerking verantwoordelijke, bedoeld in paragraaf 1 van dit besluit en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn:

- 1° de persoonlijke identificatiegegevens van de persoon met een handicap, met inbegrip van het identificatienummer van het Rijksregister bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, alsook de gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 3°, 5° en 9°/1, van dezelfde wet, voor de toepassing van de artikelen 5 tot 7, eerste lid, 3 en 5, van dit decreet;
- 2° de gegevens met betrekking tot het opleidingstraject van de persoon met een handicap, voor de toepassing van de artikelen 3, 6 en 9, tweede lid, 4°, van dit decreet;
- 3° de gegevens met betrekking tot de gezondheid van de persoon met een handicap, d.w.z. het soort handicap, de ondervonden moeilijkheden die al dan niet verband houden met de handicap, de graad van handicap, voor de toepassing van de artikelen 2 en 6 van dit decreet;
- 4° de gegevens met betrekking tot de toelagen, vergoedingen, pensioenen, renten of inkomsten van de persoon met een handicap, voor de toepassing van de artikelen 6, § 1, eerste lid, 3°, en 2, van dit decreet;
- 5° de gegevens van de persoon met een handicap bedoeld :
  - a) in artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 8 augustus 1983, voor de toepassing van artikel 5, § 1, § 2, 2°, a), van dit decreet;
  - b) in artikel 3, eerste lid, 14°, van de wet van 8 augustus 1983, voor de toepassing van artikel 5, § 1, tweede lid, 2°, b) en c), van dit decreet;

- c) in artikel 3, eerste lid, 8°, 13° en 15°, van de wet van 8 augustus 1983, voor de toepassing van artikel 5, § 1, tweede lid, 2°, d), van dit decreet;
- d) in artikel 3, eerste lid, 8°, 13° en 15°, van de wet van 8 augustus 1983, voor de toepassing van artikel 5, § 1, vierde lid, 2°, d), van dit decreet;
- 6° de gegevens van een werkzoekende afkomstig uit een lidstaat van de Europese Unie of van een daarmee gelijkgestelde persoon naar internationaal recht bedoeld in artikel 3, § 1, 4° en 9°, van de wet van 8 augustus 1983, voor de toepassing van artikel 5, § 1, tweede lid, 2°, d), van dit decreet;
- 7° de gegevens van de persoon die de vereiste verblijftijd bedoeld in artikel 3, eerste lid, 5° en 9°, van de wet van 8 augustus 1983 bewijst, voor de toepassing van artikel 5, § 1, vierde lid, van dit decreet;
- 8° de gegevens bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, met betrekking tot de personeelsleden van de centra bedoeld in artikel 9, voor de toepassing van artikel 8, § 1, vijfde lid, 1° en 2°, van dit decreet.

De Regering bepaalt de persoonsgegevens, andere dan deze voorzien door de wet van 8 augustus 1983, die behoren tot de categorieën vermeld in het eerste lid, 1° en 2°.

§ 3. Onverminderd de bewaring die noodzakelijk is voor de verwerking ten behoeve van archivering in het algemeen belang, voor wetenschappelijk of historisch onderzoek of voor statistische doeleinden, kan de in paragraaf 1 bedoelde voor de verwerking verantwoordelijke persoonsgegevens bewaren met betrekking tot:

- 1° een erkenning slechts voor een maximumtermijn van tien jaar te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin de erkenning werd verleend of gehandhaafd;
- 2° een subsidie voor een periode van ten hoogste tien jaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het budgettaire en boekhoudkundige jaar waarop de subsidie betrekking heeft.

De in lid 1 bedoelde bewaringstermijn wordt in geval van een gerechtelijke of administratieve procedure opgeschort totdat een beslissing waartegen geen beroep mogelijk is, volledig en onherroepelijk is uitgevoerd.”.

De in paragraaf 1 bedoelde verantwoordelijke voor de verwerking bewaart de persoonsgegevens die worden gebruikt in het kader van een evaluatieverslag over de uitvoering van dit decreet gedurende een periode van één jaar vanaf de opstelling van dit verslag.

In afwijking van artikel 17, § 1 en 2, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, genieten personeelsleden van de in artikel 9 bedoelde centra en begunstigden, met het oog op een goed gebruik van de overheidsfinanciën, niet het recht om de in paragraaf 2 bedoelde categorieën persoonsgegevens te wissen:

- 1° gedurende de in lid 1 bedoelde bewaringstermijn en opgeschort overeenkomstig paragraaf 2;
- 2° gedurende de bewaringstermijn bedoeld in het derde lid.

#### HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 20.** In artikel 283, tweede lid, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt punt 4° opgeheven.

**Art. 21.** In het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden wordt artikel 18, § 1, eerste lid, 8°, vervangen door wat volgt:

”8° de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling bedoeld in het decreet van 25 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid en het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek ”.

**Art. 22.** In artikel 582 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt punt 2° aangevuld met de woorden ”, alsook de geschillen bedoeld in artikel 18 van het decreet van 25 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek”.

#### HOOFDSTUK 9. — *Slotbepalingen.*

**Art. 23.** De Regering van het Waals Gewest neemt de uitoefening over van de opdrachten toevertrouwd aan het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezin, opgericht door het decreet van 3 december 2015 betreffende het ” Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ” (Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezinnen) met betrekking tot de erkenning, audit, inspectie en financiering van de aangepaste centra voor en socioprofessionele inschakeling

**Art. 24.** Met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden waarnaar in dit decreet wordt verwezen, worden de leden van het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Mindervaliditeit en Gezin, overgeheveld naar het Gewest, binnen de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

Bij gebrek aan voldoende kandidaturen kan de oproep worden uitgebreid tot de personeelsleden van alle diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut waarop het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, toepasselijk is.

De Regering stelt de datum en de procedures voor de overheveling van de in de leden 1 en 2 bedoelde personeelsleden vast.

De personeelsleden overgeheveld overeenkomstig de § 1 en 3 worden overgeheveld in hun graad en in hun hoedanigheid. Ze behouden hun bezoldiging en anciënniteit die ze in hun oorspronkelijke dienst hebben gekregen.

**Art. 25.** Aanvragen bij het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezin voor het ten laste nemen van begunstigden, de terugbetaling van financiële steun, erkenning of subsidies die zijn ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden door het Agentschap behandeld volgens de regels die gelden op de dag waarop ze zijn ingediend.

**Art. 26.** Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2024.

De Regering kan voor elk van zijn bepalingen een inwerkingtredingsdatum bepalen die voorafgaat aan die bedoeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 januari 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1551 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4

Volledig verslag, plenaire zitting van 24 januari 2024

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201416]

**8 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de mise en location des logements visés à l'article 132 du Code wallon de l'Habitation durable et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location de logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci à des personnes morales à des fins d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, l'article 94, modifié en dernier lieu par le décret du 15 mars 2018 et l'article 132, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif à la location de logements sociaux gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci à des personnes morales à des fins d'action sociale;

Vu le rapport du 28 mars 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juin 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2023;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 30 août 2023;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 5 octobre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 15 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.121/4;

Vu la décision de la section de législation du 18 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;